

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2003

9 OCTOBRE 2003

Proposition de loi réglementant la prostitution

(Déposée par MM. Ludwig Vandenhove
et Staf Nimmegeers)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de loi reprend, en y apportant quelques adaptations, le texte de la proposition de loi n° 50-1630/001 qui a été déposée à la Chambre des représentants sous la précédente législature. Elle s'inscrit aussi dans le cadre de la déclaration gouvernementale qui charge le Parlement de la discussion du problème de société qu'est la prostitution. En ce sens, la présente proposition est conçue pour alimenter le débat de société.

La prostitution est peut-être le plus vieux métier du monde. Il s'agit peut-être aussi du métier qui, au fil des siècles, a été le plus controversé dans la société.

Jusqu'à ce jour, notre société a adopté une attitude ambiguë à l'égard de la prostitution: comme dans la plupart des pays européens, c'est non pas la prostitution en tant que telle qui est punissable en Belgique, mais l'exploitation dont elle fait l'objet. Toutefois, l'attitude des autorités administratives et judiciaires à cet égard est tout aussi ambiguë. Souvent, elles n'interviennent que lorsque la prostitution se double d'autres activités criminelles ou lorsqu'elle provoque des nuisances. La prostitution est ainsi considérée comme un mal nécessaire et tolérée dans la zone grise que comporte la loi. C'est précisément ce flou qui ouvre la voie à toutes sortes d'excès tels que la prostitution de mineurs, la traite des êtres humains (dans laquelle la prostitution intervient pour environ la

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 2003

9 OKTOBER 2003

Wetsvoorstel houdende reglementering van de prostitutie

(Ingediend door de heren Ludwig Vandenhove
en Staf Nimmegeers)

TOELICHTING

Dit wetsvoorstel herneemt, met een aantal aanpassingen, de tekst van het wetsvoorstel dat tijdens de vorige zittingsperiode in de Kamer van volksvertegenwoordigers ingediend werd onder het nummer 50-1630/001. Het gaat ook in op de regeringsverklaring waarin de maatschappelijke discussie over prostitutie aan het Parlement overgelaten wordt. In die zin wil dit voorstel mee de maatschappelijke discussie voeden.

Het beroep van prostituee (*casu quo* prostitué) is wellicht het oudste van de wereld. Het is wellicht ook, door de eeuwen heen, maatschappelijk het meest omstreden beroep.

Tot vandaag neemt onze maatschappij een dubbelzinnige houding aan ten opzichte van prostitutie: zoals in de meeste Europese landen is prostitutie zelf in België niet strafbaar, maar is de exploitatie ervan wel. Maar ook daartegenover is de houding van de bestuurlijke en gerechtelijke overheden tweeslachtig. Vaak wordt slechts opgetreden wanneer aan de prostitutie andere criminele activiteiten verbonden zijn of wanneer overlast veroorzaakt wordt. Prostitutie is zo een noodzakelijk kwaad, dat gedoogd wordt in de schemerzone van de wet. Het is precies die onduidelijkheid die allerhande excessen mogelijk maakt, waaronder prostitutie door minderjarigen, mensenhandel (de sector van de prostitutie maakt daar ongeveer de helft van uit) en meer in het algemeen uitbui-

moitié) et, d'une manière plus générale, l'exploitation sous diverses formes. Quant à la victime, c'est toujours la personne qui se prostitue.

La prostitution induit aussi d'autres formes de criminalité (organisée), telles que la fraude et le blanchiment d'argent.

Ces dernières années, l'attitude et la tolérance de la société vis-à-vis de l'industrie du sexe ont considérablement évolué. Les sex-shops sont monnaie courante dans presque toutes les grandes villes et les clubs échangistes y poussent comme des champignons, etc.

Les autorités administratives et judiciaires ont aujourd'hui une conception des bonnes mœurs totalement différente de celle qu'elles avaient il y a une dizaine d'années.

Nous sommes convaincus qu'il serait souhaitable d'inscrire la prostitution dans un cadre légal, de manière que le phénomène devienne plus transparent et soit plus facile à contrôler. Cette réglementation permettra également d'aborder de manière très efficace les phénomènes connexes, comme la traite des êtres humains, la criminalité organisée, etc., que l'on associe, à tort ou à raison et parfois même à dessein, à la prostitution, peut-être précisément pour ne pas avoir à les combattre eux aussi.

Les dérives qui existent dans le secteur de la prostitution ne pourront, selon nous, être combattues efficacement que si l'on sort le secteur de l'ombre et crée un cadre légal pour le réglementer. C'est le constat qui a été fait au Sénat sur la base du rapport de la sous-commission Traite des êtres humains et Prostitution (doc. Sénat, n° 2-152/1 et suivants) et du premier rapport intermédiaire sur la criminalité organisée en Belgique (doc. Sénat, n° 2-425/1).

Aux Pays-Bas, où l'on a levé, en octobre 2000, ce que l'on avait coutume d'appeler l'interdiction générale des maisons closes, cet aspect des choses a toujours été l'un des éléments avancés pour prôner la légalisation du secteur de la prostitution. Cette légalisation est considérée comme le meilleur moyen d'améliorer la situation des prostitué(e)s. L'octroi de droits en matière de travail et de sécurité sociale, fondés sur une reconnaissance de la situation professionnelle, est le meilleur moyen de lutter contre l'exploitation et la contrainte dans le secteur de la prostitution et de les prévenir.

Selon nos voisins du Nord, la mise en œuvre du principe de la légalisation doit toutefois être assortie de l'application de toute une série de réglementations pratiques.

À notre avis, le lien entre la prostitution et les excès qui l'accompagnent souvent constitue également une source de malentendus et de signaux erronés dus généralement au fait que l'on considère qu'une personne qui se livre à la prostitution agit sous la

ting onder diverse vormen. Het slachtoffer is steeds de prostituee.

Daarnaast komen ook andere vormen van (georganiseerde) criminaliteit, zoals fraude en witwaspraktijken, in de relatie met prostitutie naar voren.

De jongste jaren is de maatschappelijke opstelling én aanvaarding ten aanzien van de seksindustrie ingrijpend gewijzigd. In zowat alle grote(re) steden vind je een seksshop om de hoek, parenclubs rijzen als paddestoelen uit de grond, ...

De bestuurlijke en gerechtelijke overheden geven het begrip goede zeden een compleet andere invulling dan een tiental jaren terug.

Het is onze overtuiging dat het wenselijk is een wettelijk kader te creëren voor de prostitutie, zodanig dat de prostitutie op zich doorzichtiger en dus beter controleerbaar wordt. Zo is er ook een zeer doeltreffende aanpak mogelijk van de genoemde nevenverschijnselen, zoals mensenhandel, georganiseerde criminaliteit, enz. die te pas en te onpas, soms zelfs opzettelijk, in verband gebracht worden met prostitutie, misschien precies om deze (ook) niet te moeten aanpakken.

De mistoestanden die in de prostitutiesector bestaan, kan je naar onze mening pas doeltreffend aanpakken als je de sector uit haar schemerzone haalt en een wettelijke regeling, een kader voor de prostitutie instelt. In de Senaat is die vaststelling af te leiden uit zowel het rapport van de subcommissie Mensenhandel en Prostitutie (stuk Senaat, nr. 2-152/1 en volgende) als het eerste tussentijds verslag over de georganiseerde criminaliteit in België (stuk Senaat, nr. 2-425/1).

In Nederland, dat in oktober 2000 het zogeheten algemeen bordeelverbod opgeheven heeft, is dat steeds één van de belangrijkste uitgangspunten geweest om de prostitutie te legaliseren. De legalisering van de prostitutiebranche wordt gezien als dé weg om de positie van prostituees te verbeteren. Het toekennen van rechten op het geheel van arbeid en sociale zekerheid, gebaseerd op een erkenning van de beroepsstatus, is de beste garantie om uitbuiting en dwang in de prostitutie te bestrijden en te voorkomen.

Naast de principiële stap naar legalisering is het evenwel noodzakelijk allerlei regelingen in de praktijk in te vullen, aldus onze Noorderburen.

De samenhang tussen prostitutie, enerzijds, en de excessen, die er vaak mee samengaan, anderzijds, is ook een bron van misverstanden en signalen die naar onze mening fout zijn. Veelal komen die voort uit de veronderstelling dat iemand die de prostitutie beoe-

contrainte. Ce n'est cependant pas toujours le cas, même si l'appât du gain est un élément qu'il ne faut jamais exclure.

Pour éliminer les situations intolérables, on peut par exemple interdire la prostitution. L'histoire nous apprend cependant que, loin d'éliminer ainsi la prostitution, on ne fait que la reléguer dans la clandestinité et multiplier les problèmes liés à celle-ci.

Nous estimons également que l'on commettrait une erreur en incriminant le monnayage des services sexuels qui caractérise la prostitution (doc. Sénat, n° 2-856/1). Une telle mesure aurait également pour effet de reléguer celle-ci dans la clandestinité, où les personnes qui se prostituent sont les seules victimes.

Nous estimons dès lors que le moment est venu de mettre un terme à la situation ambiguë qui règne à l'heure actuelle et de soumettre la prostitution à une réglementation légale. Le fait de se prostituer deviendrait ainsi un travail légal et le secteur de la prostitution un secteur d'activité économique, si bien que l'on pourrait réprimer les abus de manière efficace et ciblée.

La proposition que nous formulons ici n'est en fait qu'une première étape qui vise à lancer le débat sur ce thème de société et à permettre de mener celui-ci en toute franchise avec l'ensemble du secteur. La présente proposition n'est dès lors que la première pierre d'une législation relative à cette activité, c'est-à-dire une espèce de loi-cadre. Le secteur de la prostitution se situe en effet à l'intersection de grands axes sociaux et a des points de convergence avec presque tous les problèmes de société. Le simple fait de vouloir légaliser la prostitution soulève nombre de questions, à propos desquelles force est de reconnaître que nous n'avons pas de réponses toutes prêtes. Outre les problèmes légistiques et administratifs, on est confronté à des problèmes relatifs aux conditions de travail, à la santé, à la protection sociale et à bien d'autres domaines.

Nous avons bien souvent renvoyé la balle dans d'autres camps en espérant que d'autres pourraient, mieux que nous, se charger des modalités concrètes de cette entreprise. Les villes et les communes peuvent en effet jouer un rôle important en la matière.

Au demeurant, nous sommes convaincus — c'est là une autre leçon que nous tirons de l'expérience néerlandaise — que la situation devra être examinée et évaluée régulièrement. Si l'industrie du sexe est une activité économique comme les autres — étant entendu que certaines de ses caractéristiques lui sont propres —, tout le monde est loin d'en avoir cette perception.

La prostitution peut prendre différentes formes. Aux traditionnelles maisons closes s'ajoutent la prostitution dans les bars, la prostitution en vitrine, la

fent, daartoe gedwongen is. Dat is evenwel niet altijd zo, al kan de verleiding van het (veel) geld verdienen wellicht nooit uitgesloten worden.

Om de wantoestanden uit te schakelen kan je bijvoorbeeld prostitutie verbieden. De geschiedenis leert ons evenwel dat je daarmee de prostitutie niet uitschakelt, je verplaatst ze alleen naar de duistere zijde van de samenleving en je vermenigvuldigt de problemen die dit zwarte circuit meebrengt.

Zo ook vinden wij het fout om het betalen voor de seksuele dienstverlening, die de prostitutie kenmerkt, strafbaar te stellen (stuk Senaat, nr. 2-856/1). Eens te meer verschuif je de sector naar het zwarte circuit waarvan slechts de prostituee het slachtoffer is.

Wij zijn dan ook de mening toegedaan dat de tijd rijp is om een einde te maken aan de dubbelzinnige situatie zoals die vandaag bestaat door de prostitutie wettelijk te regelen. Op die manier wordt prostitutie legale arbeid, wordt de prostitutiebranche een economische activiteit en kan doeltreffend en gericht opgetreden worden tegen de uitwassen.

Het voorstel dat we hier formuleren is daartoe slechts een eerste stap en is bedoeld om de discussie rond dit maatschappelijk thema aan te wakkeren en ze in alle openheid, met de totaliteit van de sector, te voeren. Het is ook niet meer dan een eerste bouwsteen, een soort kaderwet, waarin nog vele dobbelstenen op hun plaats moeten rollen. De prostitutiesector staat immers op de doorsnee van de maatschappij en heeft raakvlakken met zowat alle maatschappelijke vraagstukken. Aan het simpele uitgangspunt, het legaliseren van de prostitutie, zijn heel wat vragen verbonden waarvan wij moeten erkennen dat we er vandaag geen pasklaar antwoord op hebben. Naast juridisch-technische en bestuurlijke problemen stuit je op problemen inzake werkomstandigheden, gezondheid, sociale bescherming en nog veel meer.

Vaak hebben we de bal dan ook doorgeschoven naar andere spelers, waarvan wij verwachten dat zij beter dan wij de zaken concreet kunnen invullen. Vooral steden en gemeenten kunnen hierin een belangrijke rol spelen.

Wij zijn er trouwens van overtuigd, ook dat leert de ervaring uit Nederland, dat regelmatig een balans en evaluatie dient gemaakt te worden van de stand van zaken. De seksindustrie mag dan een economische activiteit zijn zoals een andere — bij wijze van spreken, want de sector heeft ongetwijfeld een aantal eigen kenmerken —, maar dat beeld is zeker niet doorgedrongen en zeker niet bij iedereen.

Prostitutie kent vele verschijningsvormen. Naast de aloude huizen van plezier, is er de barprostitutie, de raamprostitutie, de tippelprostitutie, de « thuisprosti-

prostitution sur la voie publique, la prostitution « à domicile », l'escorte, ... Toutes ces formes de prostitution s'inscrivent — telle est du moins notre volonté — dans le cadre que nous avons défini dans notre proposition de loi. Les prostitué(e)s peuvent en effet se répartir en deux grandes catégories: celles ou ceux qui, en quelque sorte, organisent leur travail de manière autonome (par exemple, à domicile) et celles ou ceux qui se prostituent sous l'autorité d'autrui. La loi doit permettre l'exercice de ces deux formes de prostitution, d'une part en fixant les règles relatives à l'exercice de la prostitution à titre indépendant et, d'autre part, en arrêtant un contrat de travail type pour les personnes employées par d'autres. C'est aussi le secteur lui-même qui a demandé à ce que les intéressé(e)s puissent choisir entre ces deux statuts. Ce contrat type doit garantir le statut de prostitué(e) et, partant, ses droits, et ce, non seulement en matière de droit social, mais aussi quant à ses conditions de travail. Il doit ainsi être permis à la prostituée ou au prostitué de refuser un client, de refuser certains actes sexuels, de refuser d'avoir des rapports sexuels non protégés (donc sans préservatif), etc.

Il va de soi que cette « formalisation » de la situation professionnelle de la personne qui se prostitue implique également que ses conditions de travail soient contrôlées par les services d'inspection. Par ailleurs, s'il comporte des droits, le statut de prostitué(e) comporte aussi pour l'intéressé(e) des obligations en matière de sécurité sociale, en matière fiscale, etc. Cela vaut également — et plus encore — pour les employeurs de ce secteur.

Il va de soi que pour pouvoir déterminer ces droits et ces devoirs, il convient tout d'abord de définir la notion de prostitution (autorisée légalement). La définition que nous proposons comporte plusieurs éléments :

— le caractère volontaire

Pour que la prostitution puisse être autorisée légalement, il est nécessaire que la personne qui entend s'y livrer ait son libre arbitre. Cette personne ne peut donc être soumise à aucune contrainte physique ou psychique exercée par des tiers. Nous ne considérons pas la réalisation de profits ni la tentation d'en réaliser comme une contrainte exercée par des tiers.

— des actes sexuels

Il va de soi qu'il ne peut être question de prostitution que si un service sexuel de quelque nature que ce soit est offert.

— la majorité

Cet élément de notre définition est sans doute superflu (notamment parce que nous faisons par

tutie », de escorte, ... Al deze vormen passen in het kader dat wij in ons wetsvoorstel uittekenen, althans dat is onze uitdrukkelijke bedoeling. In al die vormen kan je immers twee grote categorieën onderscheiden: zij die hun beroep als het ware zelf organiseren (een aantal thuiswerkers bijvoorbeeld) en zij die dat doen onder leiding van iemand anders. Beide moeten wettelijk mogelijk gemaakt worden, enerzijds, door de regels vast te leggen met betrekking tot het als zelfstandige uitoefenen van de prostitutie en, anderzijds, door het vastleggen van een type-arbeidsovereenkomst voor diegenen die in dienstverband werkzaam zijn. De mogelijkheid voor het kiezen van één van deze twee statuten is ook een vraag vanuit de sector zelf. Deze type-overeenkomst moet de positie van de prostituee, en dus haar of zijn rechten, garanderen, niet alleen op sociaalrechtelijk vlak, maar ook op het vlak van de arbeidsvoorwaarden. Zo moet het de prostituee toegelaten zijn een klant te weigeren, bepaalde seksuele handelingen te weigeren, niet-veilige seks (dus zonder condoom) te weigeren, ...

Uiteraard maakt deze « formalisering » van de beroepstoestand van de prostituee ook controle op de arbeidsomstandigheden mogelijk door de inspectiediensten. Daarnaast opent het rechten, maar ook plichten in hoofde van de prostituee met betrekking tot sociale zekerheid, belastingen en dies meer. Dit geldt ook, en nog meer, voor diegenen, die werkgever in deze sector zijn.

Om dit alles te kunnen vastleggen moet — uiteraard — eerst het begrip (wettelijk toegelaten) prostitutie worden gedefinieerd. De definitie die wij daartoe naar voren schuiven, bevat verschillende componenten :

— het element vrijwilligheid

Opdat prostitutie wettelijk toegelaten kan worden, is de vrije keuze van de persoon die zich daartoe wil lenen, noodzakelijk. Er mag dus geen fysieke of psychische dwang door derden aan te pas komen. Geldgewin of de verleiding daartoe beschouwen wij niet als dwang door derden.

— seksuele handelingen

Er kan uiteraard slechts sprake zijn van prostitutie wanneer een seksuele dienst van welke aard ook aangeboden wordt.

— de meerderjarigheid

Wellicht is dit element van onze definitie overbodig (ook al omdat we verder op de toestemming van beide

ailleurs allusion au consentement des deux parties), mais nous avons voulu mettre l'accent sur ce point dans un souci de clarté. Nous estimons que seules les personnes âgées de dix-huit ans ou plus peuvent se livrer volontairement à la prostitution.

— le paiement

Il faut que l'acte sexuel soit accompli contre paiement. Celui-ci consiste généralement en une somme d'argent, mais d'autres formes ou modes de paiement sont également envisageables.

— l'accord entre parties

Les deux parties doivent donner leur consentement tant en ce qui concerne la nature de l'acte sexuel qu'en ce qui concerne le paiement et le mode de paiement.

Comme cela a déjà été dit à propos du contrat de travail type, qui offre des garanties complémentaires aux prostitué(e)s engagé(e)s sur la base d'un contrat de travail, il est absolument indispensable de garantir le libre arbitre de la personne qui se prostitue et donc son droit de refuser certains clients ou services. C'est pourquoi l'accord entre parties est toujours exigé.

La personne qui souhaite exploiter la prostitution, autrement dit, qui entend gagner de l'argent en mettant des commodités à la disposition de personnes qui se livrent à la prostitution à titre indépendant ou sur la base d'un contrat de travail, doit disposer à cet effet d'une licence qui ne peut être accordée qu'à des personnes qui possèdent au minimum un certificat de bonnes vie et mœurs. Cette mesure est destinée à éviter que des personnes s'étant rendues coupables de faits de mœurs, de coups et blessures ou d'infractions graves ne puissent exploiter un établissement où se pratique la prostitution.

Nous avons déjà souligné le rôle important que peuvent jouer les villes et les communes dans la manière de gérer la prostitution légalisée, mais il va de soi que les autorités supérieures, les régions et les communautés, ainsi que l'autorité fédérale ont également un rôle important à jouer dans la fixation de règles correctes et adéquates. C'est notamment pour cette raison que nous avons choisi de charger le Roi de définir le cadre dans lequel ces licences peuvent être octroyées. Les différentes conditions énumérées ci-après ressortissent en effet à des domaines de compétences très divergents et très variables, de sorte qu'il est pratiquement impossible d'énumérer tous les ministres compétents.

Par ailleurs, une concertation avec les communautés et les régions doit parfois être organisée, étant donné que certains aspects de ces conditions relèvent de leurs compétences. C'est le cas, par exemple, des soins de santé.

partijen alluderen), maar wij hebben dit voor alle duidelijkheid willen beklemtonen. Alleen wie achtien of meer is kan zich naar onze mening vrijwillig in de prostitutie begeven.

— de betaling

Tegenover de seksuele handeling moet een betaling staan. Veelal bestaat deze uit een som geld, maar andere betaalvormen of -wijzen kunnen eveneens gebeuren.

— het akkoord tussen partijen

Beide partijen moeten toestemming geven, zowel naar de aard van de seksuele handeling als wat betreft de betaling en de wijze van betaling.

Zoals reeds gezegd met betrekking tot de type-arbeidsovereenkomst, welke bijkomende garanties biedt aan de prostituee in dienstverband, is het absoluut noodzakelijk de vrije keuze van de prostituee en dus het recht om klanten of bepaalde diensten te weigeren, te garanderen. Vandaar dat steeds het akkoord vereist is.

De persoon die de prostitutie wenst te exploiteren, anders gezegd geld wil verdienen door welbepaalde faciliteiten ter beschikking te stellen van personen die op zelfstandige basis of in dienstverband de prostitutie bedrijven, moet daartoe over een vergunning beschikken. Deze vergunning kan slechts verleend worden aan personen die minimaal beschikken over een attest van goed gedrag en zeden. Dit moet voorkomen dat wie zich schuldig heeft gemaakt aan zedenfeiten, slagen en verwondingen of ernstige misdrijven, als exploitant kan optreden.

Wij hebben reeds gewezen op de belangrijke rol die de steden en gemeenten kunnen spelen in de aanpak van de gelegaliseerde prostitutie, maar uiteraard hebben ook de hogere overheden, de gewesten en gemeenschappen, en de federale overheid een belangrijke rol te spelen in correcte en goede spelregels. Mede daarom is er voor gekozen de Koning het kader te laten vastleggen, waarbinnen deze vergunningen verleend kunnen worden. De verschillende voorwaarden zoals die opgesomd worden, behoren immers tot sterk uiteenlopende bevoegdheidsdomeinen, zodat een opsomming van bevoegde ministers haast onmogelijk is. Deze bevoegdheidsdomeinen durven ten andere vaak wisselen.

Waar nodig moet trouwens ook overleg met de gemeenschappen en gewesten plaatsvinden, daar deze over deelaspecten van deze voorwaarden bevoegd zijn. Dat is bijvoorbeeld zo inzake gezondheidszorg.

Les conditions à remplir pour légaliser la prostitution concernent :

— l'intégrité physique et psychique de la personne qui se prostitue

Il va de soi que la personne qui se prostitue a le droit d'exercer sa profession en toute sécurité. Les endroits peu sûrs ou les situations dangereuses doivent donc être évités au maximum. Des contrôles de police doivent également pouvoir être effectués régulièrement.

Un autre aspect que l'on ne doit certainement pas perdre de vue est celui du « sexe sans risque », qui constitue la règle cardinale à respecter dans l'intérêt de la personne qui se prostitue et du client.

— les normes minimales auxquelles doivent satisfaire les chambres

Il s'agit de normes relatives à la superficie de la chambre, à l'éclairage et à l'aération, à la présence d'un cabinet de toilette, etc.

— les conditions d'hygiène

Un minimum d'hygiène est certainement requis dans l'intérêt de la personne qui se prostitue et du client; une possibilité de se laver, la propreté des draps, des serviettes, etc. doivent être garanties.

— le contrôle régulier de l'état de santé

Les maladies vénériennes et les maladies sexuellement transmissibles doivent être prévenues autant que possible. Un contrôle régulier de l'état de santé n'est dès lors pas un luxe superflu. Il convient à cet égard de tenir compte du coût de ces examens, qui ne peut certainement pas constituer pour les prostitué(e)s un obstacle financier susceptible de les inciter à ne pas s'y soumettre.

— la prévention des nuisances

Il y a des lieux où la présence de la prostitution n'est absolument pas souhaitable, par exemple à proximité immédiate des écoles. Dans ce domaine aussi, il faut que des directives précisent les endroits où la prostitution est autorisée et ceux où elle ne l'est pas.

Ces conditions constituent le cadre général dans lequel la prostitution peut être légalisée. Étant donné que les villes et communes sont les mieux placées pour contrôler et surveiller le respect de ces conditions, nous proposons que ce soient elles qui octroient ces

De voorwaarden om tot legalisering van de prostitutie over te gaan hebben betrekking tot :

— de fysieke en psychische integriteit van de prostituee

Het spreekt vanzelf dat de prostituee recht heeft op het veilig uitoefenen van haar of zijn beroep. Onveilige plaatsen of situaties moeten dus maximaal voorkomen worden. Tevens moet regelmatige politiecontrole mogelijk zijn.

Een ander aspect dat hier zeker niet uit het oog verloren mag worden is de « veilige seks »-vuistregel, in het belang van de prostituee en de klant.

— de minimumnormen waaraan de kamers moeten voldoen

Het betreft normen met betrekking tot de oppervlakte van de kamer, de verlichting en verluchting, de aanwezigheid van een wasplaats en dergelijke meer.

— de hygiënische voorwaarden

Een minimum inzake hygiëne is zeker in het belang van de prostituee en van de klant; wasmogelijkheden, properheid en netheid van lakens, handdoeken, ... moeten gegarandeerd zijn.

— de regelmatige controle van de gezondheidstoestand

Geslachtsziekten en seksueel overdraagbare aandoeningen moeten maximaal vermeden worden, ook in bedrijven waar seksuele handelingen uiteraard de boventoon voeren. Een regelmatige controle van de gezondheidstoestand is dan geen overbodige luxe. Daarbij moet rekening gehouden worden met de kostprijs van deze onderzoeken, die zeker geen drempel mogen vormen voor de beoefenaars van de prostitutie om deze onderzoeken te laten doen.

— het voorkomen van overlast

Er zijn plaatsen waar prostitutie absoluut niet wenselijk is. Zo bijvoorbeeld in de onmiddellijke nabijheid van scholen. Ook daaromtrent moeten richtlijnen aangeven waar het wel en waar het niet kan.

Deze voorwaarden vormen het algemene kader waarbinnen prostitutie kan worden gelegaliseerd. Vermits de steden en gemeenten het best geplaatst zijn om toezicht en controle uit te oefenen op deze voorwaarden, stellen wij dan ook voor dat zij deze vergun-

licences. Elles disposeront pour ce faire d'un délai de trois mois à compter de la demande. Tout refus d'octroyer une telle licence devra être motivé, de manière à ce que le demandeur puisse exercer son droit de recours (province, Conseil d'État).

Étant donné qu'il peut y avoir des situations spécifiques, propres à chaque commune, nous donnons aussi aux communes la possibilité d'imposer des conditions plus strictes à remplir pour obtenir cette licence. Ces conditions devront être fixées dans un règlement de police. En d'autres termes, il devra s'agir d'une réglementation générale et non d'une évaluation au cas par cas qui ne ferait que rendre plus tentant pour la commune de rejeter une demande.

En cas d'infraction à ces conditions, les communes pourront suspendre ou retirer les licences. S'il existe un règlement de police complémentaire, la commune pourra infliger des sanctions administratives.

Il va de soi que si on légalise la prostitution, il conviendra également d'adapter les articles du Code pénal y afférents. Il s'agit de l'article 380*bis* (l'incrimination de l'exploitation; nous faisons, au passage, également une proposition concrète en ce qui concerne la définition de la notion de profit anormal) et de l'article 380*quater* (la publicité qui est faite à ce sujet). Nous ne cacherons pas que nous avons opté pour de lourdes peines, ce qui nous paraît tout à fait logique. Une fois que les règles du jeu auront été fixées clairement, celui qui les enfreindra sera sévèrement sanctionné!

De plus, il convient aussi d'adapter la loi du 6 mai 1965 portant approbation de la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, et le Protocole de clôture, signés à New York le 21 mars 1950, et notamment d'autoriser une dérogation aux articles 1^{er} et 2 qui interdisent toute forme de prostitution et d'exploitation.

*
* *

ningen toekennen. Zij beschikken daartoe over een termijn van drie maanden vanaf de aanvraag. Een weigering tot het verlenen van dergelijke vergunning moet gemotiveerd worden, zodat de aanvrager zijn of haar rechten op beroep (provincie, Raad van State) kan uitoefenen.

Gelet op de mogelijkheid van specifieke situaties, eigen aan elke gemeente, geven wij ze ook de mogelijkheid om strengere voorwaarden op te leggen voor het bekomen van deze vergunning. Deze voorwaarden moeten in een politiereglement vastgelegd worden. Het moet met andere woorden gaan om een algemene reglementering en niet om een individuele beoordeling, waardoor de verleiding voor de gemeente om een aanvraag te weigeren nog groter wordt.

Ingeval van overtreding van deze voorwaarden, kunnen de gemeenten de vergunningen schorsen of intrekken. Ingeval van een aanvullend politiereglement kan de gemeente overgaan tot administratieve sancties.

Bij een legalisering van de prostitutie dienen uiteraard ook de desbetreffende artikelen uit het Strafwetboek aangepast te worden. Het betreft artikel 380*bis* (de strafbaarstelling van de exploitatie; in de marge hiervan doen wij ook een concreet voorstel om het begrip abnormaal profijt te omschrijven) en artikel 380*quater* (de publiciteit hieromtrent). Wij willen niet verhelen dat wij geopteerd hebben voor zware straffen. Dat lijkt ons ook de logica. Eens de spelregels duidelijk vastgelegd zijn, moet de boodschap zijn dat wie die regels overtreedt hard aangepakt wordt!

Daarnaast is ook een aanpassing nodig van de wet van 6 mei 1965 houdende goedkeuring van de Overeenkomst ter bestrijding van de handel in mensen en van de exploitatie van eens anders prostitutie, en het Slotprotocol, ondertekend op 21 maart 1950 te New York, en meer bepaald de artikelen 1 en 2 die elke vorm van prostitutie en exploitatie als het ware verbieden.

Ludwig VANDENHOVE.
Staf NIMMEGEERS.

*
* *

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Par prostitution, il y a lieu d'entendre l'accomplissement volontaire par une personne majeure d'actes sexuels avec des tiers majeurs, contre paiement, sous quelque forme que ce soit, les parties étant d'accord sur les conditions et la forme de ces actes.

Art. 3

§ 1. Seules les personnes qui ont obtenu une licence d'exploitation d'une maison de prostitution peuvent engager des personnes en vue de pratiquer la prostitution au sens de l'article 2 ou conclure un contrat avec des personnes qui pratiquent la prostitution à titre indépendant, en vue de mettre l'infrastructure nécessaire à leur disposition.

§ 2. Pour obtenir une licence d'exploitation d'une maison de prostitution, le demandeur doit produire un certificat de bonnes vie et mœurs.

§ 3. Le Roi fixe les modalités d'octroi de cette licence. Ces modalités portent sur :

1^o l'intégrité physique et psychique de la personne qui pratique la prostitution;

2^o les normes minimales auxquelles les chambres doivent satisfaire;

3^o les conditions d'hygiène dans lesquelles la prostitution peut se pratiquer;

4^o le contrôle régulier de l'état de santé de la personne qui pratique la prostitution;

5^o la prévention des nuisances pour les riverains.

Il fixe également les conditions auxquelles doivent satisfaire les personnes qui exercent la prostitution à titre indépendant.

§ 4. Les communes peuvent, par règlement de police, imposer des conditions plus strictes que celles fixées par le Roi.

Elles accordent la licence dans les trois mois de la réception de la demande. À défaut de décision dans ce délai, la demande est réputée acceptée. Le refus d'octroi d'une licence d'exploitant d'une maison de prostitution doit être motivé.

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Onder prostitutie wordt verstaan het vrijwillig stellen van seksuele handelingen door een meerderjarige met meerderjarige derden tegen betaling, onder welke vorm ook, waarbij de partijen akkoord gaan over de voorwaarden en de vorm van deze handelingen.

Art. 3

§ 1. Het aanwerven van personen met het oog op prostitutie als bedoeld in artikel 2 of het aangaan van een overeenkomst met personen die op zelfstandige basis prostitutie beoefenen, teneinde de nodige infrastructuur ter beschikking te stellen, is slechts toegelaten voor zover een vergunning als exploitant van een huis van prostitutie is verleend.

§ 2. De vergunning als exploitant van een huis van prostitutie kan slechts worden verleend aan een persoon die minstens een attest van goed gedrag en zeden kan voorleggen.

§ 3. De Koning bepaalt de nadere voorwaarden waaronder deze vergunning verleend kan worden. Deze voorwaarden betreffen :

1^o de fysieke en psychische integriteit van de persoon die prostitutie bedrijft;

2^o de minimumnormen waaraan kamers moeten voldoen;

3^o de hygiënische omstandigheden waarin de prostitutie beoefend kan worden;

4^o de regelmatige controle van de gezondheidstoestand van de persoon die de prostitutie bedrijft;

5^o het voorkomen van overlast voor de omgeving.

Tevens bepaalt Hij de voorwaarden waaraan de personen die op zelfstandige basis prostitutie bedrijven, moeten voldoen.

§ 4. De gemeenten kunnen bij politiereglement strengere voorwaarden, dan deze door de Koning vastgelegd, opleggen.

Zij verlenen de vergunning binnen de drie maanden na ontvangst van de aanvraag daartoe. Bij gebrek aan beslissing binnen deze termijn wordt de aanvraag geacht te zijn toegestaan. De weigering tot het verlenen van een vergunning als exploitant van een huis van prostitutie wordt gemotiveerd.

En cas d'infraction à la présente loi ou aux conditions relatives à la licence d'exploitation, les communes peuvent suspendre la licence pour une période qu'elles déterminent, ou la retirer.

Art. 4

L'engagement d'une personne en vue d'exercer la prostitution n'est autorisée que sur la base d'un contrat de travail type arrêté par le Roi.

Le Roi fixe les inscriptions nécessaires pour pouvoir exercer la prostitution en qualité de travailleur indépendant.

Art. 5

À l'article 380*bis*, § 1^{er}, du Code pénal, sont apportées les modifications suivantes:

A. le 1^o est complété comme suit: «sauf si l'embauchage a lieu conformément à la loi du ... réglementant la prostitution»;

B. le 2^o est complété comme suit: «sans être titulaire d'une licence d'exploitation d'une maison de prostitution visée à l'article 3 de la loi du ... réglementant la prostitution»;

C. le 3^o est complété comme suit: «Par profit anormal, on entend tout profit supérieur au double du prix normal de vente ou de location»;

D. le 4^o est supprimé.

Art. 6

L'article 380*quater* du même Code est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit:

«Sera puni de la même peine, quiconque aura, par un moyen quelconque de publicité, fait connaître qu'il se livre à la prostitution, qu'il permet ou facilite la prostitution d'autrui ou qu'il désire entrer en relation avec une personne qui se livre à la prostitution à titre professionnel, hormis le cas où il l'aura fait dans le respect des modalités et des conditions prévues par la loi du ... réglementant la prostitution.»

De gemeenten kunnen bij overtreding van deze wet of van de voorwaarden van de vergunning, de vergunning schorsen voor een termijn die zij bepalen, of de vergunning intrekken.

Art. 4

Het aanwerven van een persoon met het oog op prostitutie is slechts mogelijk op basis van een type-arbeidsovereenkomst, vastgesteld door de Koning.

De Koning regelt de inschrijvingen noodzakelijk om op zelfstandige basis prostitutie te bedrijven.

Art. 5

Artikel 380*bis*, § 1, van het Strafwetboek wordt gewijzigd als volgt:

A. het 1^o wordt aangevuld als volgt: «behoudens indien dit gebeurt overeenkomstig de wet van ... houdende reglementering van de prostitutie»;

B. het 2^o wordt aangevuld als volgt: «zonder houder te zijn van een vergunning als exploitant van een huis van prostitutie zoals bedoeld in artikel 3 van de wet van ... houdende reglementering van de prostitutie»;

C. het 3^o wordt aangevuld als volgt: «onder abnormaal profijt wordt verstaan een profijt dat hoger ligt dan tweemaal de normale verkoop- of huurprijs»;

D. het 4^o wordt geschrapt.

Art. 6

Artikel 380*quater* van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt:

«Met dezelfde straf wordt gestraft hij die door reclame kenbaar maakt dat hij zich aan prostitutie overlevert, de prostitutie van anderen mogelijk maakt of vergemakkelijkt, of wenst in contact te komen met iemand die de prostitutie als beroep uitoefent, tenzij dit gebeurt op de wijze en volgens de voorwaarden bepaald in de wet van ... houdende reglementering van de prostitutie.»

Art. 7

À l'unique article de la loi du 6 mai 1965 portant approbation de la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, et le Protocole de clôture, signés à New York le 21 mars 1950, sont ajoutés les mots «sauf les articles 1^{er} et 2 auxquels il pourra être dérogé en application de la loi du ... réglémentant la prostitution.»

17 juillet 2003.

Art. 7

Aan het enig artikel van de wet van 6 mei 1965 houdende goedkeuring van de Overeenkomst ter bestrijding van de handel in mensen en van de exploitatie van eens anders prostitutie, en het Slotprotocol, ondertekend op 21 maart 1950 te New York, worden de woorden «behoudens de artikelen 1 en 2, waarvan afgeweken kan worden overeenkomstig de wet van ... houdende reglementering van de prostitutie» toegevoegd.

17 juli 2003.

Ludwig VANDENHOVE.
Staf NIMMEGEERS.